Défis et perspectives pour la redynamisation des cantines scolaires dans la Sous-préfecture de Djébonoua (Côte d'Ivoire)

Challenges and prospects for the revitalization of school cafeterias in the Sub-prefecture of Djébonoua (Côte d'Ivoire)

[1]YAPI Maxime

Résumé
Depuis deux décennies, des Programmes Intégrés de Pérennisation des Cantines Scolaires (PIPCS) ont été initiés dans les écoles primaires publiques en Côte d'Ivoire. Cette étude est menée pour analyser les difficultés et les attentes dans ces cantines, plus précisément celles de la sous-préfecture de Djébonoua. Pour atteindre cet objectif, une enquête qualitative a été menée avec des entretiens auprès de 39 acteurs locaux à l'aide de guides d'entretien. Ce sont entre autres, 14 gérants, 01 conseiller extra-scolaire chargé des cantines, 10 présidents de Coges et 14 directeurs d'école. Aussi, un questionnaire a-t-il été administré à 14 cantinières pour l'enquête quantitative. Par ailleurs, des données primaires ont été recueillies à travers une fouille documentaire. Ces données ont subi des traitements selon leur nature. Les résultats révèlent que 34% des écoles de l'inspection de l'enseignement primaire et préscolaire (IEPP) de Djébonoua dispose de cantines scolaires (14 écoles sur 41). Celles-ci sont réparties dans 8 différentes localités rurales. En outre, les défis en termes d'infrastructures et d'équipements des cantines restent à relever. La nécessité d'accroître le nombre de jours et de rationnaires, l'amélioration de la qualité et la quantité des vivres a été souhaitée. De même, la construction d'infrastructures, l'apport du Coges, la rémunération de la cantinière et du gérant de cantine sont autant de perspectives envisagées pour une gestion efficiente et durable des cantines scolaires dans ladite Sous-préfecture.
Mots clés : Djébonoua, Côte d'Ivoire, Défis, Perspectives, Cantines scolaires.

Abstract
For the past two decades, Integrated Programs for the Sustainability of School Cafeterias have been implemented in public elementary schools in Côte d'Ivoire. This study was conducted to analyze the challenges and expectations in these cafeterias, specifically those in the Djébonoua subprefecture. To achieve this objective, a qualitative survey was conducted involving interviews with 39 local stakeholders using interview guides. These included, among others, 14 cafeteria managers, 1 extracurricular advisor in charge of cafeterias, 10 Management Committee presidents, and 14 school principals. In addition, a questionnaire was administered to 14 cafeteria workers for the quantitative survey. Furthermore, primary data were collected through a literature review. These data were processed according to their nature. The results reveal that 34% of the schools under the Djébonoua Primary and Preschool Education Inspectorate have school cafeterias (14 out of 41 schools). These are spread across 8 different rural communities. In addition, challenges related to infrastructure and cafeteria equipment remain to be addressed. There was a call to increase the number of operating days and the number of students served, as well as to improve the quality and quantity of food. Similarly, the construction of infrastructure, support from Management Committee, and compensation for the cafeteria worker and cafeteria manager are all measures being considered to ensure the efficient and sustainable management of school cafeterias in this subprefecture.
Keywords : Djébonoua, Côte d'Ivoire, Challenges, Perspectives, School cafeteria.

Introduction

L'alimentation des hommes a toujours été au centre des préoccupations des autorités gouvernementales à travers le monde (C. DIOUME 2021, p. 10). Celle de la petite enfance en milieu scolaire est de plus en plus préoccupante. La cantine scolaire est utilisée comme un outil pour plus ou moins résoudre cette préoccupation par les États. Son existence dans cet univers dénote une perception contrariée. G. COMORETTO (2017.p. 151) fait remarquer que le restaurant scolaire peine à se départir de cette représentation encore présente dans l'imaginaire collectif d'un espace bruyant et anarchique. Cette perception se consolide par le fait que « *le repas à la cantine en France véhicule souvent une image négative et cristallise les mécontentements : repas froids et de mauvaise qualité, nuisances sonores, manque de temps, dames de cantine virulentes, personnel qui force les enfants à manger… ».* Par contre, D. MADEGNAN & G. NOUATIN (2022, p 129) analysant l'impact des cantines scolaires sur le développement local dans la commune d'Athiémé sont arrivés à des résultats reluisants. Ils révèlent que les cantines scolaires participent au renforcement du capital humain et sont un levier de développement. De plus, elles facilitent la mise en place des fondements sociocommunautaires. Quant à L. BRUNSCHVICG (2018, p. 76), elle conclue que les cantines ont fait leurs preuves. Il ne reste plus qu'à les généraliser partout où leur nécessité s'impose. Dans cette optique, à travers le « Mid-Day Meal Scheme » (MDG), l'Inde a réussi à atteindre les enfants âgés de 6 à 14 ans de toutes les écoles primaires publiques.

L'objectif « une école, une cantine, un groupement », en 1989 a été un engagement du gouvernement de Côte d'Ivoire, avec l'assistance du Programme Alimentaire Mondial (PAM), dans un programme de développement des cantines scolaires. Pour y parvenir, la direction des cantines scolaires œuvre de l'ouverture à l'approvisionnement des cantines dans les différentes localités affiliées. Malgré cet apport significatif aux cantines et de leur existence, plus de trente-sept ans après, cet objectif est loin d'être atteint à l'inspection de l'enseignement primaire et préscolaire de la sous-préfecture de Djébonoua. En effet, 65% des écoles ne sont pas dotées de cantines, même celles qui en possèdent, fonctionnent péniblement. De ce fait, pourquoi les cantines scolaires fonctionnent-elles difficilement dans la Sous-préfecture de Djébonoua ?

L'étude vise à analyser les difficultés de gestion des cantines scolaires en vue de leur redynamisation face aux nombreux défis partagés dans la sous-préfecture de Djébonoua.

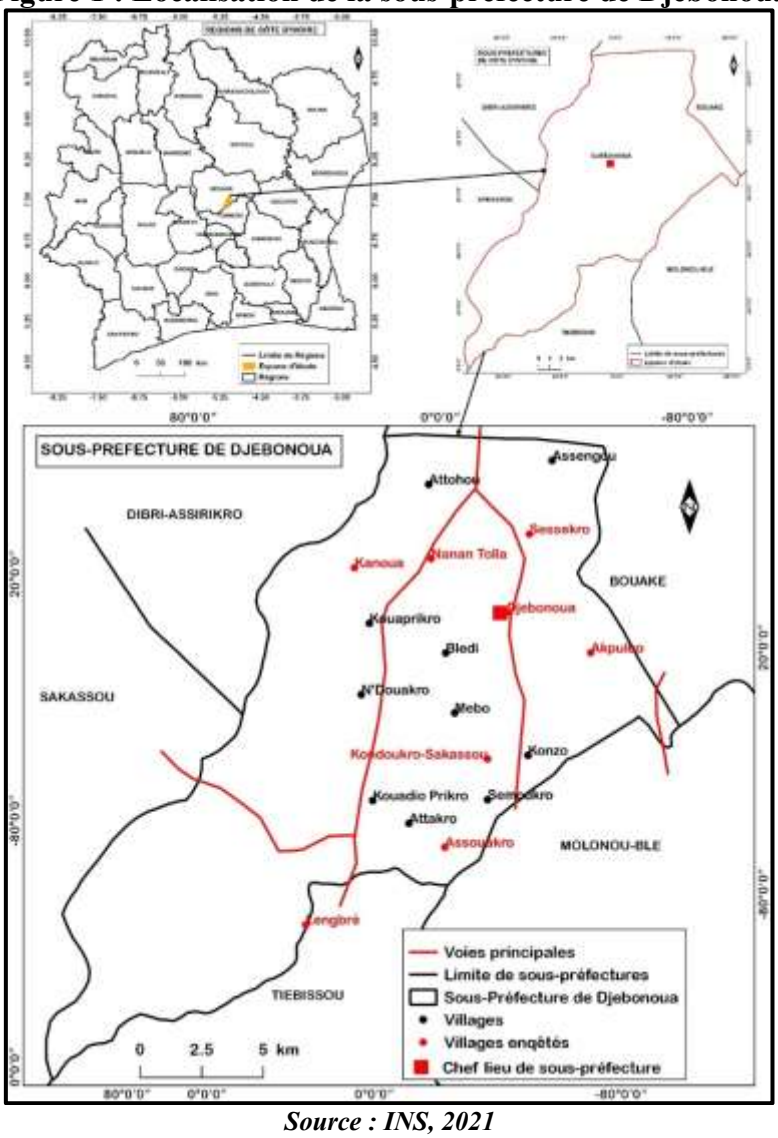
La faiblesse d'infrastructure et d'équipements des cantines, la réduction du nombre de jours et de rationnaires, la faible qualité et quantité des vivres sont autant de défis et perspectives pour rendre pérenne les cantines scolaires dans la sous-préfecture de Djébonoua.

Les éléments structurants du présent article s'articulent autour des cantines scolaires de Djebonoua entre représentation spatiale et sociale, les défis multiformes partagés dans la gestion et des perspectives pour la redynamisation. Une discussion est faite des résultats obtenus avant de finir par une conclusion.

1. Présentation de la zone d'étude

La sous-préfecture de Djébonoua, l'espace d'étude se localise au centre de la Côte d'Ivoire dans la région de Gbêkè, à 15 km au sud de la ville de Bouaké (chef-lieu de la région). Cette circonscription sous-préfectorale est située entre 7°31 de latitude nord et 5°04 de longitude ouest, est limitée à l'ouest par la Sous-préfecture de Dibri-assirikro, au sud-est par celle de Sakassou. Cette Sous-préfecture est également limitée à l'est, au sud-est et au nord respectivement par Molonou-blé, Tiébissou et Bouaké. Les différentes localités de l'espace d'étude sont présentées sur la figure 1.

Figure 1 : Localisation de la sous-préfecture de Djébonoua



Source : INS, 2021

Cet espace sous-préfectoral est rattaché à la direction régionale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (DRENA) Bouaké 2. Il compte 45 établissements scolaires dont 41 établissements primaires parmi lesquels 14 sont bénéficiaires de cantines scolaires.

2. Méthodologie de recherche

2.1 L'approche méthodologique et méthodes de collecte des données

Cette étude s'organise autour d'une collecte de données tant primaires que secondaires. Elle est axée sur la recherche documentaire et les enquêtes de terrain.

La recherche documentaire a consisté à collecter des informations à partir d'un ensemble de documents fondés sur des articles, des thèses, des mémoires, des ouvrages ayant un lien avec le sujet.

Un ensemble de 39 acteurs locaux du fonctionnement de la cantines scolaire dans l'IEPP de Djébonoua ont été interrogés. Il s'agit notamment de 14 Directeurs d'écoles à cantines scolaires, 14 gérants de cantines, 10 présidents de COGES et le conseiller cantine de l'IEPP. Ces entretiens ont été faits à l'aide de guide d'entretien avec des thématiques relatives aux fonctionnement des cantines scolaires, les défis, et leurs suggestions en vue de l'amélioration du service de la cantine.

Vu le nombre restreint d'école à cantine et des acteurs locaux, une étude exhaustive a été privilégiée. Pour ce faire, un questionnaire a été soumis aux 14 femmes cantinières (l'échantillon) qui constituent la cible de l'enquête. Le tableau 1 présente le nombre de personnes interrogées.

Tableau 1 : Personnes interrogées lors de l'enquête par entretien

Personnes Interrogées	Genre		
	Hommes	Femmes	Total
Directeurs d'École	13	01	14
Gérant de cantines	11	03	14
Président de COGES	10	00	10
Conseiller Cantine (IEPP)	01	00	01
Total	35	04	39

Source : Enquête de terrain, 2025

2.2 Matériels et traitement des données

Le dépouillement des données recueillies s'est fait de manière manuelle puis informatique avec Excel qui a permis d'élaborer des tableaux et la réalisation des graphiques. Le traitement cartographique s'est effectué à l'aide du logiciel Q.GIS 3.2 pour symboliser et donner une dimension spatiale à certaines données recueillies pendant l'enquête de terrain.

3. Résultats

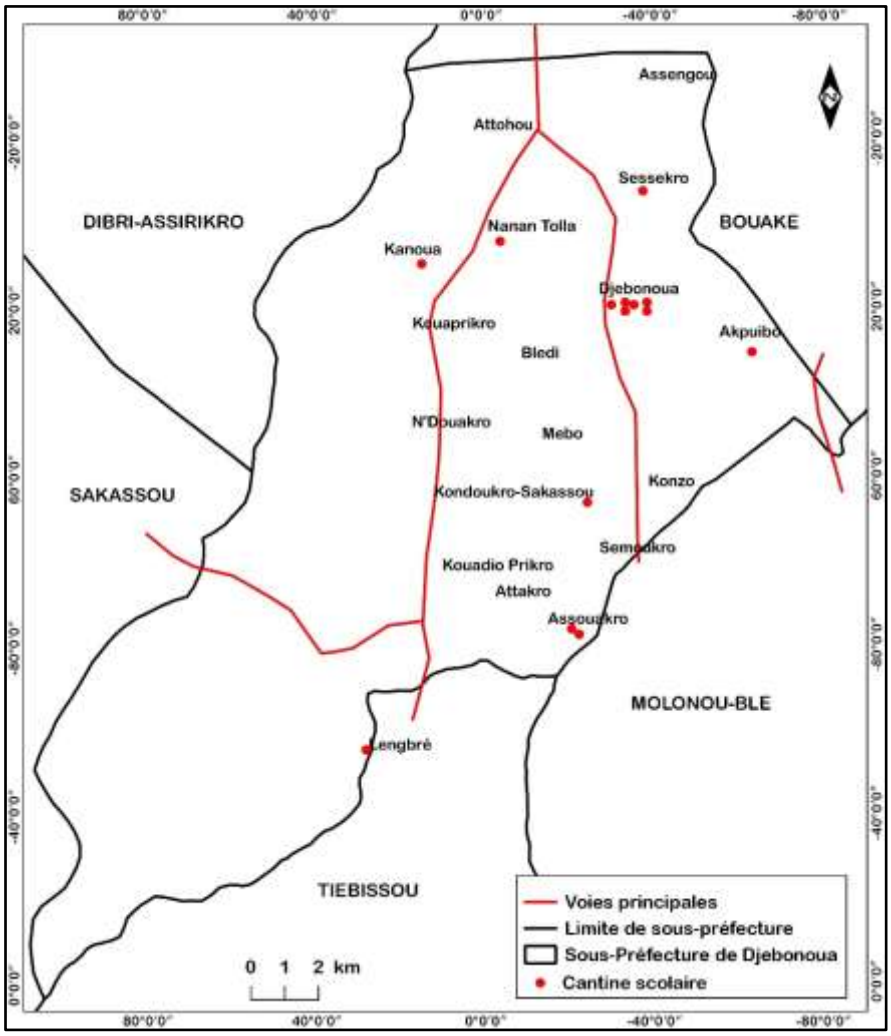
Les cantines scolaires de Djébonoua entre la représentation spatiale et sociale, les défis et les perspectives pour la redynamisation constituent l'essentiel des résultats.

3.1. Les cantines scolaires de Djébonoua entre représentation spatiale et sociale

3.1.1 Une inégale répartition des cantines scolaires dans l'IEPP de Djébonoua

La sous-préfecture de Djébonoua compte une seule inspection de l'enseignement primaire et préscolaire (IEPP). La figure 2 rend compte de l'état des cantines scolaires dans la circonscription sous préfectorale.

Figure 2 : Les écoles à cantines scolaire dans la sous-préfecture de Djébonoua



Source : INS, 2021

Elle présente les écoles à cantine de l'IEPP de Djébonoua dans ladite sous-préfecture. Elles sont au nombre de 14 et perçues dans 8 localités que sont Akpuibo, Assouakro, Djébonoua, Kanoua, Koundoukro-sakassou, Lengbré, Nanan Tolla et Sessékro.

D'une vue générale, l'inégalité répartition est perçue. Toutefois, elle se perçoit aussi lorsqu'elle est abordée par secteur pédagogique dans le tableau 2.

Tableau 2 : Occupation de l'espace de la circonscription primaire de Djébonoua par les cantines scolaires

Secteurs pédagogiques	Nombre d'écoles par secteur pédagogique	Nombres de cantines	Proportion par secteur pédagogique
Konan N'dri Albert	05	01	20 %
Sessékro	05	01	20 %
Lengbré 2	05	00	0 %
Lengbré 1	06	01	16,7 %
Assuoakro	05	02	40 %
Djébonoua village 2	05	02	40 %
Djébonoua village 1	05	03	60 %
Djébonoua ville	05	04	80 %
Total	41	14	34 %

Source : Enquête de terrain, 2025

La circonscription primaire de Djébonoua compte 8 secteurs pédagogiques. Sur l'ensemble de ces 8 secteurs, sont reparties les 41 écoles de l'IEPP. Au niveau du nombre d'écoles par secteur pédagogique, chaque secteur en possède 5 à l'exception du secteur Lengbré 1 qui en dispose 6. Quant aux nombres de cantines, les sept autres secteurs pédagogiques se partagent les 14 cantines dont le nombre varie de 1 à 4 avec des taux 16.7% à 60% de manière sectorielle. Avec 4 écoles sur 5, le secteur pédagogique de Djébonoua ville détient le nombre le plus important d'école à cantine.

3.1.2 Des espaces sociaux d'exécution des cantines scolaires dans l'IEPP Djébonoua dominés par des groupes scolaires

Toute cantine scolaire est rattachée à une école primaire. Cependant, l'espace scolaire n'est pas dans tous les cas propres à une seule école. Le tableau 3 présente les espaces au sein desquels s'exécutent les cantines**.**

Akpuibo, Assouakro, Djébonoua, Kanoua, Koundoukro-sakassou, Lengbré, Nanan Tolla et Sessékro sont les 8 localités dans lesquelles sont localisées les 14 écoles à cantines de l'IEPP Djébonoua. De toutes ces localités, un seul espace est dédié à l'espace scolaire dans chaque village, à l'exception de la ville de Djébonoua, qui en dispose 3 dans différents quartiers. Ces espaces sont dans l'ensemble partagés par des groupes scolaires d'au moins 02 écoles hormis les EPP Sessékro, Kanoua et Koundoukro-sakassou, qui ont chacune une école. Autrement dit, 78,5% des écoles primaires publiques (EPP) à cantines appartiennent à des groupes scolaires de 2 à 4 écoles.

Tableau 3 : Nombre d'école partageant le même espace

Localités	Écoles à cantine	Nombre de cantine	Nombre d'école partageant le même espace
Akpuibo	Epp Apuibo	01	02
Assouakro	Epp Assouakro 1	02	02
	EPP Assouakro 2		
Djébonoua	EPP Konan N'dri Albert	01	02
	EPP Djébonoua 1, 3 et Extension	03	04
	EPP Nanan Kouadio Konan 1et 2	02	02
Kanoua	EPP Kanoua	01	01
Koundoukro-sakassou	EPP Koundoukro-sakassou	01	01
Lengbré	EPP Lengbré 1	01	03
Nanan Tolla	EPP Nanan Tolla	01	02
Sessékro	EPP Sessékro	01	01

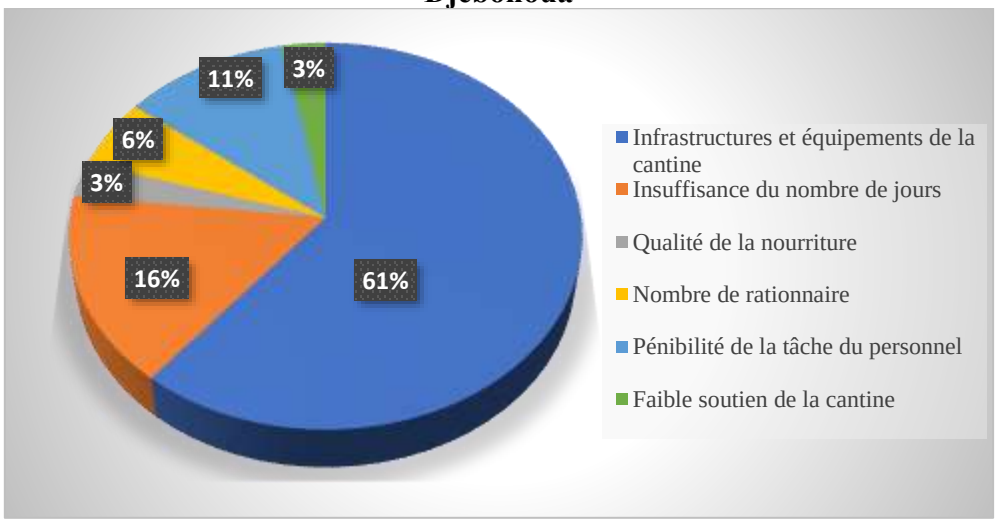
Source : Enquête de terrain, 2025

3.2. Des défis multiformes partagés dans la gestion des cantines de Djébonoua

3.2.1 Typologie des défis liés au bon fonctionnement de la cantine scolaire à Djébonoua

Les défis existants pour le bon fonctionnement des cantines scolaires dans la sous-préfecture de Djébonoua sont diversifiés. Ils sont mis en exergue dans la figure 3.

Figure 3 : Typologie des défis liés au bon fonctionnement de la cantine scolaire à Djébonoua



Source : Enquête de terrain, 2025

Une typologie des 6 défis est illustrée par la figure 3. Il s'agit notamment des infrastructures et équipements de la cantine, l'insuffisance du nombre de jours, la qualité de la nourriture, du nombre de rationnaires, de la pénibilité de la tâche du personnel et du faible soutien de la cantine. Chacune d'elle est associée à des proportions qui oscille entre 3% et 61%. Par ces

proportions, la plus importante s'avère être celle des infrastructures et équipements de la cantine 61%. Ensuite, on retrouve successivement l'inaccessibilité au nombre de jours (16 %), la difficulté à gérer les tâches du personnel (11%), le faible nombre de rationnaires (6%), le manque de soutien de la cantine (3%) et la médiocre qualité de la nourriture (3%).

3.2.2 Infrastructures et équipements de la cantine, des défis prédominants

Parmi toutes les difficultés, celles relatives aux infrastructures et équipements regroupent 61%. Elles sont constituées du déficit et vieillissement des ustensiles de cuisine, l'absence de réfectoire par endroit ou en matériaux provisoire. À cela, s'ajoutent le manque de cuisine, de tables bancs et la dégradation du sol du réfectoire. La planche 1 illustre quelques difficultés mises en exergue par les acteurs.

Planche 1 : Lieux d'activité de cantinière

Photo 1a : **La cantinière de Lengbré 1 en activité**



Source : Prise de vue YAPI M., 2025

Photo 1b : Le réfectoire de la cantine de EPP Konan Albert 1 dans la ville de Djébonoua



Source : Prise de vue YAPI M., 2025

Par manque de cuisine, cet agent de restauration de l'EPP Lengbré 1(Photo 1a) accompli sa tâche dans un coin de la cour de l'habitation d'une enseignante à proximité du groupe scolaire de 3 écoles (EPP Lenbgré 1, 2 et 3). Quant à la photo 1b, elle présente le réfectoire de la cantine de EPP Konan Albert 1. Dans ce réfectoire de cantine en milieu urbain, il y a deux (2) tables bancs posées sur le sol qui est dégradé à certains endroits. La non-utilisation pour le rôle pour lequel il est construit est préfigurée par cet état.

Parmi les défis énumérés par les acteurs, 16% sont rattachés à l'insuffisance du nombre de jours de préparation de la cantine. Le tableau 4 met en relief le nombre de jours de préparation octroyé

aux cantines par la direction des cantines scolaires (DCS) sur deux années scolaires consécutives.

Tableau 4 : Nombre de jours de préparation des cantines en Côte d'Ivoire

Années scolaires	Nombre de jours de préparation
2024-2025	26
2025-2026	33

Source : IEPP Djébonoua, 2025

Le nombre de jours de préparation des cantines octroyé était de 26 jours pour l'année scolaire 2024-2025 et 33 jours pour 2025-2026. Cette répartition émane de la direction des cantines scolaire (DCS), donc un caractère national.

La pénibilité de la tâche du personnel (11%) est à deux niveaux : d'une part il y a la cantinière et d'autre part, le gérant de la cantine. Pour la cantinière, il s'agit de la rémunération trouvée insignifiante (5 F CFA par rationnaire et par jour d'activité). Aussi la corvée d'eau, lorsque l'école ne dispose pas de point d'eau et le manque d'aide à la cantinière pour les écoles à nombre de rationnaires élevé. Pour le deuxième personnel de la cantine scolaire, qui est le gestionnaire de cantine ou le gérant, les acteurs dénoncent la combinaison de deux activités : la tenue d'une classe et la gestion de la cantine. La première activité est rémunérée. Quant à la deuxième, bien que harassante, est du bénévolat.

Pour le nombre de rationnaire (6%), il est insuffisant selon les acteurs. Il varie de 67 (Nanan Kouadio Konan B) à 142 (Lengbré). L'insuffisance de nombre de rationnaires se manifeste par le nombre de demande qui est supérieur de rationnaire. Cette difficulté est comprise par le fait que 78,5 % des écoles à cantine appartiennent à des groupes scolaires.

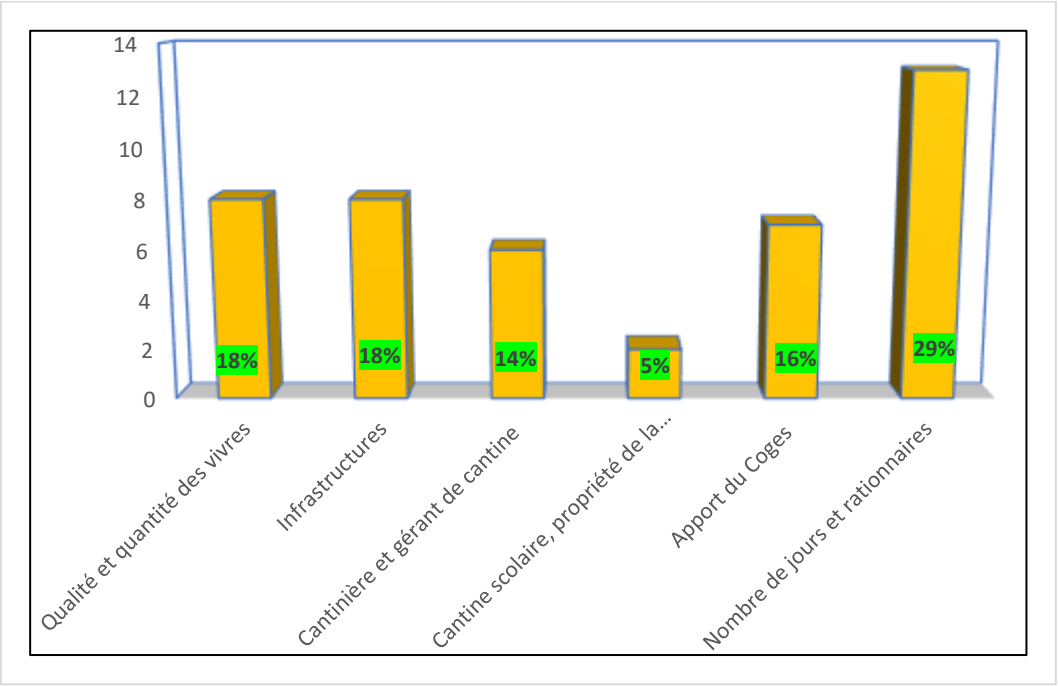
Quant à la qualité de la nourriture (3%) et du soutien de la cantine (3%), l'une est la conséquence de l'autre. Selon les acteurs, si la qualité des repas de la cantine est mise en cause, cela est dû à l'indifférence des parents d'élèves vis-à-vis de la cantine ou à l'insuffisance de vivres apportés.

3.3. Des perspectives pour la redynamisation et le fonctionnement durable des cantines scolaires de Djébonoua

3.3.1 Typologie des perspectives pour un fonctionnement efficient de la cantine scolaire dans la circonscription primaire de Djébonoua

L'enquête auprès des acteurs locaux laisse entrevoir une pluralité de perspectives classifiée en typologie et présentée par la figure 4.

Figure 4 : Typologie des perspectives pour un fonctionnement efficient de la cantine scolaire à Djébonoua



Source : Enquête de terrain, 2025

Les actions à mener selon les acteurs locaux, en vue de faire fonctionner de manière efficiente les cantines scolaires sont classifiables en 6 typologies. Elles sont relatives à la qualité et quantité des vivres, aux infrastructures, à la cantinière et au gérant de cantine, à la cantine scolaire une propriété de la communauté, à l'apport du Coges et au nombre de jours et de rationnaires. Les différentes proportions associées à chaque typologie oscillent de 5 à 29%. Toutefois, dans l'ordre d'importance, la perspective dominante est l'augmentation du nombre de jours et de rationnaire avec 29%**.** Après, viennent successivement la qualité et la quantité des vivres et les infrastructures 18% chacune, l'apport du Coges (16%), la cantinière et gérant de cantine (14%) et la cantine scolaire, propriété de la communauté (5%).

3.3.2 L'augmentation du nombre de jours et de rationnaires, la perspective prédominante

Chaque perspective évoquée a un contenu. Toutefois, 29% des 44 perspectives émises sont en faveur de l'augmentation du nombre de jour de service de la cantine et de rationnaires. Le nombre de jours octroyés par la direction des cantines scolaires (DCS) est de 33 jours pour l'année 2025-2026. Il a subi une augmentation de 7 jours car le nombre de jours pour l'année 2024-2025, fut de 26. Ce nombre de jours doit être utilisé de manière suivante : 1 jour sur 2 dans une semaine ouvrable soit 2 jours sur les 4 jours de cours par semaine (lundi, mardi, jeudi et vendredi). L'augmentation du nombre de jours et de rationnaire selon les gestionnaires, s'explique par le fait que, le plus souvent, le nombre de jours de demande est supérieur au quota

du nombre de rationnaire. Et ce vécu est dû au fait qu'il est toujours inferieur à l'effectif des EPP d'une part et de l'autre, les cantines appartiennent à 78,5% à des groupes scolaires.

Au niveau de la qualité et quantité des vivres (18%), les acteurs suggèrent que l'augmentation de la quantité et l'amélioration de la qualité des vivres pourraient renforcer le service de la cantine.

Les infrastructures (18%), exigent la construction pour celles qui sont absentes et l'amélioration de l'existant, car le plus souvent construites avec précipitation en vue d'obtenir la cantine. En outre, la nécessité de combler le déficit d'équipements s'impose.

L'apport du comité de gestion (COGES) (16%), est la perspective qui invite la structure chargée du bon fonctionnement des EPP, à plus d'apport financier à la cantine après sa contribution pour la mise en place des structures de base (magasin, réfectoire et cuisine).

Concernant la cantinière et le gérant de cantine (14%), cette perspective regroupe l'amélioration de la rémunération de la cantinière, la dissociation du rôle du gérant à l'enseignement ou l'octroi d'une indemnité au gestionnaire et la formation du personnel (les deux) et ou le renforcement de leur capacité.

La cantine scolaire, une propriété de la communauté (5%) concerne le fait de chercher des financements pour la cantine, la sensibilisation des mutuelles de développement des localités ou la communauté locale pour leur implication dans la gestion de la cantine et confier la gestion de la cantine aux parents d'élèves.

4. Discussion

Les cantines scolaires, dans les EPP de la circonscription primaire de Djébonoua sont inégalement réparties. Ce résultat est partagé par K. TOURÉ (2017, p.237). Analysant la contribution des cantines scolaires dans la lutte contre la déscolarisation dans l'enseignement primaire en Côte d'Ivoire, il affirme : « l'impact des cantines sur la scolarisation dans le primaire est limité par la faible couverture nationale en cantine et les dysfonctionnements qui caractérisent leur gestion », (K. TOURÉ 2017, p.237). En Inde et en France, cette répartition diffère de celle de la Côte d'Ivoire. Grâce au « Mid-Day Meal Scheme » (MDM) institué par l'État indien, toutes les écoles primaires publiques disposent des cantines scolaires ou aidées par le gouvernement (I. CAPOVA, 2021 p.8). Dans cette même veine, L. BRUNSCHVICG (2018, p. 72) exposant sur « comment fonder les cantines scolaires ? », a fait remarquer le cas de la France. Selon l'auteur, les instructions ministérielles autorisent la cantine depuis la construction de l'établissement. Elle illustre cela part : « Dans les écoles à une ou deux classes, une pièce servira de cuisine réfectoire. Dans les écoles d'au moins trois classes, la cuisine et le réfectoire seront distincts » (L. BRUNSCHVICG 2018, p.72).

Concernant la pluralité de défis qui minent son bon fonctionnement, D. CISSÉ (2021, p.11) le partage. Dans une étude qui visait à évaluer la qualité sanitaire des aliments dans les cantines scolaires de Bamako et périurbaine a conclu que 30% des cuisinières n'utilisent pas le savon pour laver leurs mains au sortir des toilettes. En outre, 36% des cantines utilisent l'eau du puit comme eau de boisson. Pour D. MADEGNAN & G. NOUATIN (2022, p.145), ceux mis en exergue sont inhérents à la mise en œuvre des cantines scolaires. À cela, s'ajoutent la prise en compte financière des cuisinières, la sécurisation des vivres, l'accroissement des apports (en nature et espèce) communautaires et la constance des souscriptions quotidiennes. Les difficultés exposées par A. DJAGBA et *al.*, (2023, p.232) sont liées au fonctionnement des cantines. Pour ces auteurs, les principales sont les retards de livraison des vivres, la cherté de certaines denrées alimentaires, le non-paiement des frais de contribution par les parents, le bénévolat des cuisinières et l'effectif pléthorique des élèves, observables sur plusieurs jours parfois. À celles-ci, s'ajoute la faible implication des organisations de la société civile (OSC) avec pour corollaire la fermeture précoce des cantines. En ce qui concerne Y. THIBAULT-MPOLO, et *al.*, (2021, p.82), le défi exprimé est l'empiètement du temps d'apprentissage. Quant à L. GENEVET et Z. VISIERIÈVE (2017, p.687), le défis mis en relief est **c**ette fluctuation de fréquentation de la cantine scolaire par les enfants, due au fait que les menus comprennent de la viande du lundi au jeudi. Sans toutefois contredire ces prédécesseurs, K. TOURÉ (2017, p.237) renchérit en s'appuyant sur le cas ivoirien. Pour lui, les difficultés signalées par les acteurs concernent les infrastructures et les stocks d'aliments, les agents engagés dans la gestion des cantines et les rationnaires. Au niveau des infrastructures et les stocks d'aliments, il s'agit de l'irrégularité et des retards dans l'approvisionnement des cantines voire l'arrivage après leur date de péremption donc impropres à la consommation. Par ailleurs, certaines cantines scolaires ne respectent pas les normes en matière d'infrastructures et d'équipements nécessaires à un fonctionnement correct. Pour les agents engagés dans la gestion des cantines, ils déplorent le manque de collaboration entre le gérant et ses collègues enseignants chargés de faire la collecte des fonds dans leur classe respective, et de remplir les cahiers de rationnaires. Pour certains, ce refus d'assurer cette tâche est due au motif que ce rôle ne leur incombe pas puisqu'ils ne bénéficient d'aucun avantage post-gestion. Quant aux rationnaires, il se pose souvent le problème de convenance alimentaire dans certaines régions avec pour corollaire le refus de mets proposés aux enfants. Aussi, la faible rémunération des cantinières engendre des difficultés à recruter et à les maintenir**.**

Face à tous ces défis, des perspectives pour la redynamisation de l'activité des cantines au sein des EPP s'avèrent nécessaire. Pour améliorer davantage les performances scolaires K. A.

GARBA & C. F. AMOUSSOU, (2024, p.429) préconisent l'accompagnement spécial de l'État dans le cadre des projets d'autonomisation économique et une meilleure implication de la collectivité locale. Cette généralisation fait appel à l'augmentation du nombre de jour qui, dans le cas ivoirien, pour l'année 2025-2026 est de 33 jours. Tandis que l'arrêté n° 0321/MENA/CAB du 01 Septembre 2025 portant découpage de l'année scolaire 2025-2026 dans l'enseignement général, du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation donne 30 semaines d'apprentissage soit 120 jours ouvrables. Y. THIBAULT-MPOLO et *al.* (2021, p.82) suggèrent que le temps d'apprentissage soit respecté. De plus, réfléchir sur la qualité des repas qui peuvent améliorer les capacités de raisonnement, de compréhension, de mémorisation. Aussi selon eux, préparer des repas qui ne fatiguent pas les apprenants pendant les cours, plutôt des repas légers qui peuvent maintenir ces derniers en état d'éveil. Quant à D. CISSÉ et *al*, (2021, p.11), la restauration dans les cantines scolaires est peu satisfaisante et mérite une attention particulière pour éviter des conséquences sur la santé des enfants. Pour terminer, L. GENEVET et Z. VISIERIÈVE (2017, p.76) concluent que les cantines ont fait leurs preuves. Il ne reste plus qu'à les généraliser partout où leur nécessité s'impose.

Conclusion

L'étude a permis de faire l'état des lieux des cantines scolaires dans la sous-préfecture de Djébonoua**,** exposé les défis et perspectives pour la redynamisation des entités de restauration au sein des écoles primaires publiques. Au nombre de 14**,** les cantines scolaires couvrent 34% des écoles de l'IEPP de Djébonoua. Les défis en termes d'infrastructures et d'équipements des cantines restent à relever. La nécessité d'accroître le nombre de jours et de rationnaires, l'amélioration de la qualité et la quantité des vivres ont été souhaitées. De même, la construction d'infrastructures, l'apport du Coges, la rémunération de la cantinière et du gérant de cantine sont autant de perspectives envisagées pour une gestion efficiente et durable des cantines scolaires dans la ladite Sous-préfecture.

Références bibliographiques

BRUNSCHVICG Léon, 2018, « Comment fonder une cantine scolaire ? » in Le Sociographe, 2018/2 N° 62, Éditions Champ social, pages 71 à 76.

CAPOVA Iva, 2021, « L'équité dans l'assiette », in Revue Projet 2021/5 N° 384, Éditions C.E.R.A.S, Inde, pp. 8 à 13, consulté le 06/11/2025 sur https://shs.cairn.info.

CISSE Dioume, TOURE Hamssatou Aliou, SAMAKE Mamadou, DIAWARA Fatou, DIARRA Bakary, DIARRA Sekou Oumar, KONE Abdoulaye Zie, MAIGA Soumana Oumou, IKNANE Akory Ag, 2021, « Évaluation sanitaire des cantines scolaires du district de Bamako et sa zone périurbaine en 2017 », Revue Malienne de Science et de Technologie, Série B : Médecine humaine, Pharmacie, Production animale Éditeur : CNRST, Bamako, Mali, pp. 11 à 16

COMORETTO Géraldine, 2017, « Le repas à la cantine : une expérience forcément négative ? in Que manger ? pages 151 à 163 Éditions La Découverte consulté le 06/11/2025 sur https://shs.cairn.info

DIAGNE Abdoulaye, MOUHAMADOU Moustapha, SOKHNA Lô Ousmane et DIALLO. Fatoumata, 2013, *Évaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires sur l'efficacité interne des écoles, les acquisitions cognitives et les capacités d'apprentissage des élèves dans les écoles primaires rurales au Sénégal*, working paper 2013-14, Electronic copy available at: https://ssrn.com/abstract=3167971 , 46p.

DIRECTION DES CANTINES SCOLAIRES, 2018, *Manuel de gestion des cantines scolaires*, DCS, Abidjan, 119 p.

DJAGBA Adolphe, ABODOHOUI Alexis et NOUATIN Guy Sourou, 2023, « Déterminants de la participation de la société civile à l'efficacité et à la durabilité des projets de cantines scolaires », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 3 : Numéro 4 » pp :221-237

GARBA Kamel Arêo & AMOUSSOU Comlan Fortuné, 2024, « Contribution du programme d'alimentation scolaire à l'amélioration de la qualité de l'éducation au primaire au Benin : cas de la commune de Bopa », DJIBOUL, Abidjan, N°007, Vol.2 Juillet 2024, pp. 417-432 http://aflash-revue-mdou.org/p- ISSN 2304-1056/e-ISSN 2707-6830 consulté le 06/11/2025 à 1h19min

MADEGNAN Donald & NOUATIN Guy, 2022, « Cantines scolaires et développement local : Cas de la commune d'Athiémé » ; Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 3 : Numéro 10 » pp : 91 – 147.

MÉNA (Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation), 2025, *Arrêté n° 0321/MENA/CAB du 01 Septembre 2025 portant découpage de l'année scolaire 2025-2026 dans l'enseignement général,* Côte d'Ivoire, Abidjan, 2 p.

MOUMOUNI GARBA Ibrahim et ABDOURAHAMANE Mohamed Moctar, 2020, « Incidence de la cantine scolaire sur le maintien : une étude de l'expérience du PAM à l'école du village de Banikosseye, commune rurale de Tagazar », Annales de l'Université de Moundou (Tchad), Série A-FLASH Vol.7(3), Déc. 2020, Moundou, pp. 171-193.

Pacte Mondial, 2024, *Les 17 Objectifs de développement durable et leurs 169 cibles,* Pacte mondial Réseau France, Paris, 40p.

THIBAULT-MPOLO Yolande, MIANTEZILA Laure Nerdice et OBA Dominique, 2021, « L'analyse comparée des rendements scolaires des apprenants bénéficiaires et non bénéficiaires des cantines scolaires de la circonscription de Bacongo Brazzaville », Revue des Sciences de l'Éducation Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED) École Normale Supérieure (ENS) Université Marien Ngouabi, LAKISA N°1, JUIN 2021, Brazzaville, pp. 82-96.

TOURÉ Krouélé, 2017, « Lutte Contre La Déscolarisation Dans L'enseignement Primaire : Les Cantines Scolaires En Côte d'Ivoire », European Scientific Journal December 2017, Édition Vol.13, No.35, pp. 237-250.

VISIER Laurent et ZOÏA Geneviève, 2017**,** « Femmes musulmanes dans un quartier populaire », Dans Ethnologie française 2017/4 Vol. 47, pages 683 à 692 Éditions Presses Universitaires de France, le 06/11/2025 sur https://shs.cairn.info

YAPI Maxime, 2024, *Pauvreté et stratégies d'autonomisation socio-économiques des femmes dans le Département de Kaniasso, région du Folon, nord-ouest de la Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat, non publié, UAO Bouaké, 427 p.

Auteur

[1]Assistant, Université Alassane Ouattara, Département de Géographie, yapimaxime0505@gmai.com

INDEXATIONS INTERNATIONALES DE LA REVUE DALOGEO

https://sjifactor.com/passport.php?id=25351

https://portal.issn.org/resource/ISSN/2707-5028

https://reseau-mirabel.info/revue/15266/DaloGeo